

Ni Trump, ni Xi, ni Poutine : l'improbable G20 sud-africain

 lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/ni-trump-ni-xi-ni-poutine-l'improbable-g20-sud-africain-2200065

Richard Hiault

November 21, 2025



C'est un sommet du G20 particulier que s'apprête à tenir, samedi et dimanche à Johannesburg, le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Pour la première fois de son histoire, cette enceinte multilatérale de coopération se déroule sur le continent africain, et plusieurs hôtes de marque vont briller par leur absence. A commencer par le président américain, Donald Trump. [Ce dernier avait décidé de boycotter le sommet](#) et de n'y envoyer aucun représentant.

Pourtant, dans la journée de jeudi le président sud africain avait annoncé avoir reçu une communication américaine indiquant que les Etats-Unis souhaitaient finalement participer au sommet « sous une forme ou une autre ». Une information démentie peu après par la porte-parole de l'exécutif américain Karoline Leavitt qui a indiqué que « les Etats-Unis ne participeront pas aux discussions officielles du G20 en Afrique du Sud ».

Outre l'absence de Donald Trump, le président chinois, Xi Jinping ne viendra pas non plus. Il sera représenté par son Premier ministre, Li Qiang. Le président russe, Vladimir Poutine, pour des raisons liées à une possible arrestation réclamée par la Cour pénale internationale dont l'Afrique du Sud est membre, pas plus que son homologue argentin, Javier Milei, ne participeront aux débats. Ce dernier a expliqué à plusieurs reprises son alignement diplomatique avec Donald Trump, et a dépêché son ministre des Affaires étrangères Pablo Quirno.

« C'est un sommet qui reflète l'état actuel des fractures géopolitiques internationales. Il est curieux que les Etats-Unis n'y soient pas représentés alors que Donald Trump va prendre la présidence du forum l'an prochain », constate Karoline Postel-Vinay, chercheuse à Sciences Po. Cyril Ramaphosa avait ironisé, la semaine dernière, en disant qu'il céderait la présidence du G20 « symboliquement à [une] chaise vide » avant de s'adresser au président américain.

Bras de fer entre Pretoria et Washington

Pour l'heure, les tensions sont palpables et se reflètent dans la question de publier ou non, à l'issue du forum, un communiqué final. La Maison-Blanche a d'ores et déjà indiqué que « les Etats-Unis s'opposent à la publication de tout document final du sommet se fondant sur une position consensuelle du G20, sans leur accord ».

Une injonction à laquelle le porte-parole du ministère sud-africain des Affaires étrangères, Chrispin Phiri, a répondu : « Nous ne pouvons pas permettre que la coercition par l'absence devienne une tactique viable, car cela mène à la paralysie institutionnelle et à l'effondrement de l'action collective. » Le revirement américain de dernière minute pourrait être lié à cette éventualité d'un communiqué commun.

Quoi qu'il en soit, l'Afrique du Sud va conclure ce week-end la série des présidences du G20 assurée par les pays du Sud global après l'Indonésie en 2022, l'Inde en 2023 et le Brésil en 2024. « Des sujets tels que le développement économique durable, la croissance des inégalités ou encore les questions sociales se sont inscrites sur l'agenda mondial grâce à eux », explique Karoline Postel-Vinay. Pas sûr toutefois que ces thématiques soient parmi les priorités américaines...

Priorité à l'Afrique ?

A Johannesburg, il sera question de réduction des risques de catastrophes naturelles, de transition énergétique, des minéraux critiques et surtout du traitement de la dette des pays en développement. [Une dette dont le remboursement entrave les investissements](#) dans de nombreux Etats africains. Car l'endettement des pays en développement s'accélère nettement.

A 31.000 milliards de dollars en 2024, il pesait pour 31 % du total mondial contre seulement 16 % en 2010, selon la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced). Un rapport élaboré par l'ancien ministre des Finances sud-africain, Trevor Manuel, propose d'utiliser [l'or du Fonds monétaire international pour résoudre cette crise](#).

« Au regard des nombreuses organisations africaines présentes, le président Ramaphosa sera tenté de privilégier la carte africaine. C'est une occasion extraordinaire, pour lui, de resserrer les rangs africains et de faire jouer les dynamiques régionales sur le continent », explique Karoline Postel-Vinay. Si les Etats-Unis se retirent de l'ordre international tel que conçu après la Seconde Guerre mondiale, cela n'empêche pas les autres pays de coopérer.

Un sommet UE-UA dans la foulée

L'absence américaine constitue une opportunité pour d'autres puissances - en particulier l'Union européenne (UE) et la Chine - de combler un vide, estimait pour l'agence Reuters Chris Vandome, du groupe de réflexion Chatham House. L'Afrique du Sud et l'UE ont d'ailleurs signé jeudi un partenariat dans les minéraux critiques en amont du sommet.

Dans la foulée du G20 se tient aussi dans la capitale angolaise, Luanda, les 24 et 25 novembre, un sommet entre l'UE et l'Union africaine. Emmanuel Macron, qui assistera au G20 « pour réaffirmer l'importance du multilatéralisme, pour prévenir et assurer une croissance économique mondiale équilibrée et mieux se coordonner » selon l'Elysée, se rendra lui-même au sommet de Luanda. Il s'agira notamment d'évaluer [« 3 ans après le dernier sommet](#) les résultats concrets des priorités affichées en 2022, notamment le programme Global Gateway de soutien aux infrastructures africaines », a indiqué l'Elysée.

Richard Hiault